

C.I.R.A.

Le publicitaire

chroniques
des
événements
courants

LA RÉVOLTE DES PRISONS
(juillet / aout 1974)



1f.

19/20 juillet 1974

- Clairvaux, à demi détruite ; 2 morts.

20/21 juillet

- Nîmes, entièrement détruite ; 1 Mort.

24 juillet

- Tulle
- Clermont Ferrand
- Eysses (lot et garonne), grève générale.

24/25 juillet

- Loos les Lille, entièrement détruite.
- Lille/maison d'arret
- Valenciennes, gros dégats.
- Poissy (yvelines)

25/26 juillet

A Paris, 2 attentats ; un contre une anexe du ministère de la justice, un autre contre les bureaux du syndicat CGT de l'administration pénitentiaire.

26 juillet

- Eysses, continuation de la grève.
- Loos les Lille, une centaine d'appelés du contingent du 43° R.I. sont réquisitionnés pour remettre sommairement en état une vaste salle, très endommagée la veille, pour reloger les détenus. Les détenus s'affrontent aux CRS plusieurs fois et détruisent les ruines.
- Lille, dégats.
- Melun
- Lyon/St. Paul, gros dégats, plusieurs blessés graves.
- Toul/Ney
- Passy
- Toulouse/St. Michel, tentative d'incendie.
- Varcès (Isère)
- Riom (puy de dome)
- St. Etienne

Ecrouves (meurthe et moselle), dégats.

Interpellation de membres du CAP : 3 à Paris, 4 à Marseille, 3 à Nancy (dont 2 militants du PCR.ml.).

27 juillet

- La Santé/Paris, gros dégats ; 1 mort.
- Fresnes, dégats. Tentative de prise d'otage d'un gardien.
- Colmar, entièrement détruite, tentative d'incendie. Deux gardiens sont pris en otage quelques heures. Tentative d'évasion en groupe, 8 évasions réussies.
- Mulhouse, dégats, plusieurs blésés.
- Marseille/Baumettes, gros tapage de 30 détenus récemment transférés de Nîmes après la révolte du 20/21 juillet.
- Varcès (isère)
- Nice

Les membres du CAP sont relâchés.

Arrestation d'une journaliste de "Libération" devant La Santé.

27/28 juillet

- Ensisheim (haut rhin)
- Amiens, dégats. Le quartier des femmes en révolte.
- Rennes, Détruite. Tentative d'évasion en groupe. 30 "témoins de jéhovah" se rendent à la police.

28 juillet

- St. Etienne/Talaudière, gros dégats, incendie de la salle de conférences : 1 mort (tué alors qu'il tentait de s'évader, par le gardien Verniot, d'un coup de carabine).
- Laval
- Chalon sur Marne, le procureur de la république déjeune avec les mutins.
- Auxerre, dégats.
- Rennes, continuation de l'agitation.
- Nantes, gros dégats, incendie des archives. Un gardien pris en otage quelques heures.
- Toulouse/Muret
- Fleury-Mérogis, blessés graves. Le quartier des femmes en révolte.
Paris, manifestation devant La Santé de parents de détenus et de membres du CAP : plusieurs arrestations.
Ange Calisti, directeur de La Santé et secrétaire du syndicat FO des personnels pénitentiaires, déclare à la télé : "on est en présence d'un mouvement coordonné de prison en prison par un petit nombre de détenus qui veulent aboutir à l'autogestion des établissements pénitentiaires".
- Namur (Belgique), gros dégats, incendie.
- Pointe à Pitre (guadeloupe)

28/29 juillet

- Nice, le quartier des mineurs en révolte.
- Pontoise (val d'oise), gros dégats, plusieurs blessés.

29 juillet

- Cambrai (nord), gros dégats, saccage des bureaux.
- Douai (nord)
- Angers
- Eysses (lot et garonne), continuation de la grève depuis le 24.
- Bonneville (haute savoie), gros dégats, saccage du terrain de basket.
- Stasbourg, un "comité non violent", formé de 3 détenus, a remis une lettre au procureur de la république.
- St. Etienne/Talaurière, 2 tentatives de suicides.
- Toul (meurthe et moselle)
- St. Martin de Ré, effervescence.
- Dijon
- St. Brioux (cotes du nord)
- Riom (puy de dome), grève des détenus.
- La Santé/Paris, grève des détenus.
- Melun, un texte est diffusé par les détenus : "nous allons attendre le 31 juillet pour connaître exactement ce que sont les réformes pénitentiaires proposées".
Nîmes, grève des gardiens de la prison.
Interpellation, à son domicile, du père du directeur du journal "Marge" qui est absent.

30 juillet

- Pau
- Rouen
- Riom (puy de dome), grève des prisonniers.
- St. Omer, grève des détenus.
- Douai (nord), grève des détenus.
- Avignon
- Arras
- Toulon

Les missions d'urgences, instituées par Lecanuet, ont visitées les prisons de : Angoulême, marseille, Aix, Toulon, Draguignan, Grasse, Nice, Digne.

Les gardiens de prisons se mettent petit à petit en grève.

30/31 juillet

- St. Martin de Ré (charente maritime), gros dégats, incendie : 2 morts par balles, plusieurs blessés graves. Les détenus ont chanté "l'internationale".

31 juillet

- Avignon/St. Anne, gros dégats, plusieurs blessés. 9 véhicules des forces de police détruits par les émeutiers.
- St. Quentin (Aisne), dégats. Cette prison avait reçu des mutins de Loos les Lille.
- Marseille/Baumettes, les mutins ont chanté "l'internationale".
- Rouen
- Chambéry
- Amiens
- Mulhouse, après qu'un détenu eut attaqué un gardien avec un poinçon, une fouille a permis de découvrir plusieurs couteaux et armes blanches.
- Dunkerque (Nord), le procureur de la République met en liberté 7 prévenus, après des incidents à la prison.
 - La grève, illégale, des gardiens de prison est suivie à 95%.
 - A Arras, gardiens et détenus font la grève de la faim ensemble.
 - A Paris, conseil des ministres sur le problème des prisons.
 - Chirac, le 1^o ministre, donne lui-même l'ordre d'intervention dans la prison de St. Martin de Ré (voir bilan 30/31 juillet).
 - Les attentats contre le ministère de la justice et contre les bureaux du syndicat CGT de l'administration pénitentiaire sont revendiqués par le groupe " Les Damnés de la Terre ".
 - A Paris, au cours d'une conférence de presse, le CAP réaffirme qu'il n'est en aucun cas responsable de l'agitation dans les prisons et qu'il n'a lancé aucun mot d'ordre.

31 juillet/1^o août

- Gradignan (Gironde), dégats. Le quartier des mineurs en révolte. Poniatowski, ministre de l'intérieur, ordonne de tirer à vue sur les mutins en cas d'évasion.

1^o août

- Valenciennes, dégats.
- Ecouves, dégats.
- Avignon
- Varcès (Isère), dégats, tentative d'incendie.
- Le Havre, grève de la faim de la moitié des détenus.
- Pointe à Pitre
 - Poniatowski, demande la prolongation "temporaire" de la garde à vue du fait de la grève des gardiens. Il donne également des instructions pour que les détenus nettoient eux-mêmes les prisons saccagées.
 - Lecanuet, demande aux gardiens de reprendre le travail et donne son accord pour que le dépôt de la préfecture soit transformé en maison d'arrêt provisoire.

2 août

- A Lyon, une bagarre éclate entre "voyageurs" (d'après la presse), militants d'extrême-droite et policiers en civil (d'après le CAP), et membres du CAP qui manifestaient devant la gare Perrache.
- Des gardiens reprennent le travail dans quelques prisons.
- Nantes, suicide d'un détenu.

3 août

- Des parents de détenus, des avocats et des membres du CAP qui protestaient contre l'interdiction de visites aux détenus, s'affrontent violemment avec la police devant la prison de La Santé : plusieurs journalistes sont blessés.
- Des avocats engagent des actions judiciaires contre les directeurs des prisons de Fresnes et de La Santé pour "attentat à la liberté commis par un fonctionnaire public".

4 août

- Groningue (Hollande), des détenus tentent de s'opposer au transfert de deux d'entre eux impliqués dans un rixe avec des gardiens.

4/5 août

- Eysses, gros dégats, 1/3 détruit par incendie.

5 aout

- Opération "porte ouverte" à la prison de Loos les Lille saccagée les 25 et 26 juillet. Le député socialiste Notabart, s'associe à cette opération.
- Le parti socialiste qualifie d'incitation à la haine l'opération.
- Les gardiens de la centrale de Roissy interdisent au juge d'application des peines de réunir la commission de l'exécution des peines.
- Une délégation du CAP remet une lettre d'encouragement et de solidarité aux gardiens de la prison d'Arras en grève de la faim.

6 aout

- Joel Menez, substitut à Lille, chargé de surveiller l'exécution des peines, qui s'était opposé au tabassage d'un détenu isolé par des CRS, lors de la révolte de la prison de Loos les Lille, et qui avait été assez vivement invité à quitter la prison par le commissaire Andreis, est interdit d'accès aux prison sur décision du procureur général de Douai, Jean Jonquères. Le Syndicat de la magistrature proteste vivement contre cette exclusion.
- Hull (Angleterre), dégâts

7 aout

- Conseil des ministres sur le problème des prisons.
- Les parents d'un des détenus mort au cours des révoltes portent plainte.

8 aout

- Caen, Hélène Dorlhac, secrétaire d'état à la condition pénitentiaire, s'entretient avec les détenus.

10 aout

- Lyon, Giscard d'Estaing, visite les prisons de St. Paul et St. Joseph et s'entretient avec des détenus.

11 aout

- Lisbonne (portugal), dégâts. 500 détenus politiques, pour la plupart ex-membres de la PIDE (gestapo Portugaise) manifestent.

12 aout

- Toulouse/Muret, suicide d'un jeune détenu.

13 aout

- Varcès (isère), tentative de suicide d'un jeune détenu.

16 aout

- Caen, suicide d'un jeune détenu qui avait déjà tenté à quatre reprises.

17 aout

- Espagne, des prisonniers politiques envoient une lettre au journal "Informaciones" pour contester les conditions de détention.

19 aout

- Hubert Bonaldi, directeur adjoint de la Santé et secrétaire général du syndicat FO des personnels pénitentiaires, annonce aux détenus que ceux qui ont eu un "bon comportement" lors des récentes mutineries seront "récompensés" par des remises de peine.

20 aout

- Melun, agitation, 2 détenus mettent le feu à leur cellule.
- Quimper, suicide d'un jeune détenu, M. Distingui, considéré comme l'un des meneurs de la rébellion du 1^o aout (les journaux n'avaient pas parlé d'une révolte dans cette prison !)

21 aout

- La Santé/Paris, suicide d'un jeune détenu à l'annexe psychiatrique de la prison.
- Fresnes, un membre du C.A.P., Pierre Delaspre, arrêté le 3 aout devant la prison lors d'une manifestation, fait la grève de la faim et de la soif depuis le 6 aout.
 - Le C.A.P. dénonce la campagne d'intimidation et de répression à son égard : arrestations, pose de scellés sur les appartements des membres du C.A.P. après les attentats du 25/26 juillet, etc.

22 aout

- Melun, grève des détenus.
 - Hélène Dorlhac, visite les prisons de femmes et d'hommes de Rennes.

23 aout

- Quimper, 4 détenus prennent en otage un gardien pendant une vingtaine de minutes.
 - Remise en liberté de Pierre Delaspre, membre du C.A.P.

27 aout

- A Mannheim (Allemagne), 10 gardiens sont arrêtés pour corruption et brutalité envers les détenus. 5 d'entre eux sont responsables de la mort d'un jeune détenu, survenue le 28 décembre 73.

28 aout

- Hélène Dorlac, visite la prison de Melun.
- Dans une lettre à Giscard d'Estaing, les détenus Suédois se plaignent de leurs prisons modernes.
- Un gardien de Fleury-Mérogis est arrêté pour avoir favorisé plusieurs évasions. Trois autres gardiens de Fleury-Mérogis sont inculpés de corruption de fonctionnaire depuis le 27 juillet 74.

30 aout

- Fresnes, un détenu qui fait la grève de la faim depuis le 13 juillet, commence une grève de la soif.

31 aout

- Fresnes, suicide d'un jeune détenu.
 - Le maire de Cherbourg déclare au cours d'un conseil municipal que les prisons ne sont pas des hôtels 3 étoiles.

1^{er} septembre

- Muret (Haute Garonne), un détenu est tué d'un coup de couteau.

2 septembre

- La Santé/Paris, des incidents éclatent à la suite de sanctions disciplinaires prises contre huit détenus.

5 septembre

- Une grève sauvage des gardiens éclate à la prison de Fresnes. Les syndicats CGT, CFDT, FO désapprouvent le mouvement qu'ils califient de "grève sauvage génératrice d'incidents graves". La CGT reproche leur "irresponsabilité" à ceux qui ont lancé le mouvement en faisant observer qu'il s'agit de "non syndiqués qui veulent déborder les organisations syndicales".

6 septembre

- Quatre gardiens de Fresnes tenus pour responsables de la grève sauvage du 5 septembre sont suspendus de leurs fonctions.
- Les parents du détenu tué d'un coup de carabine par un surveillant lors de la mutinerie de la prison de St. Etienne (voir le 28 juillet) portent plainte pour homicide volontaire. En effet, alors que la prison était cernée par les CRS, le gardien Verniot, non en service, mais appelé en renfort, avait tiré sur le détenu qui se trouvait sur le toit du bâtiment situé au centre de la prison,

et non a coté des murs d'enceinte pour s'évader, comme il avait été dit.

10 septembre

- Le chargé de mission au secrétariat d'état a la condition pénitentiaire donne sa démission.

11 Septembre

- A Charnay lès Chalon (Saone et Loire), François Lucas, évadé de la prison de Dijon depuis le 26 juin, s'est suicidé au moment ou il allait etre repris.

18 septembre

- Hopital psychiatrique de Villejuif, trois détenus s'évadent.

21 septembre

- La Santé, un jeune détenu se suicide.
- Saragos (Espagne), deux détenus politiques entament une grève de la faim.

21/ 22 septembre

- A Lyon, deuxième assemblée des Comités d'Action des Prisonniers, où sont invités :
 - . l'union des jeunes avocats de Lyon,
 - . le groupe multiprofessionnel sur les questions pénitentiaires,
 - . la section locale du Syndicat de la Magistrature,
 - . la section locale de l'Union Fédérale des Magistrats,
 - . le batonnier de l'ordre des avocats,
 - . l'intersyndicale des personnels pénitentiaires,
 - . le syndicat des commissaires de police,
 - . le service social de l'application des peines,
 - . l'association de défense des droits des détenus.

25 septembre

- Besançon, trois Cocktails Molotov sont lancés contre la porte de la prison.

30 septembre

- Bilbao (Espagne), sept détenus entament une grève de la faim.

1^o octobre

- Lecanuet, déclare devant des présidents et des procureurs généraux de cour d'appel : "à Paris le nombre des détentions provisoires supérieures à 24 mois s'est accru de pres de 50% entre septembre 1972 et septembre 1973. Autant de symptôme d'une crise profonde" (...) "il faut redéfinir les objectifs de la justice pénale. Il faut, dans les affaires de criminalité violente de profit (hold-up, agression, prises d'otages), ou les faits sont tres souvent établis, que les juges d'instruction évitent le perfectionnisme".

2 octobre

- Nimes, explosion au palais de justice. Dégats importants.

2 au 3 octobre

- San Vittore/Milan (Italie),
- Poggioreale/Naples,
- Rebibbia/Rome, des bombes explosent contre ces prisons. Des magnétophones appellent les détenus à se révolter.

QUELQUES " INCIDENTS " AVANT LA REVOLTE :

7

3 janvier 1974

- Toul, deux détenus s'évadent.

1^o février

- Rennes, un gardien est blessé d'un coup de couteau par un détenu.

22 février

- Fleury-Mérogis, un détenu meurt pendant son transfert au "mitard".

23/24 février

- Florence/Murate (italie), un détenu est tué par balle au cours d'une révolte.

1^o/6 mars

- Eysses, graves incidents. 25 détenus considérés comme meneurs sont transférés dans d'autres prisons.

11 mars

- Pau, trois détenus s'évadent.

13 mars

- Florence/Murate (italie), plusieurs centaines de détenus se sont retranchés dans les pavillons centraux de la prison.

18 mars

- Fleury-Mérogis, un détenu s'évade.

- Italie, mutineries dans plusieurs prisons, notamment à Brescia.

23 mars

- Manifestation devant le Ministère de la Justice à Paris, contre le "mitard", après la mort d'un détenu à Fleury-Mérogis (voir le 22/2).

24 mars

- Bourges, mutinerie, tentative d'incendie et saccage des cellules. 1 blessé

20 avril

- Manifestation à l'appel du CAP devant la prison de "haute sécurité" de Mandé (Lozère).

26 avril

- Toul, une soixantaine de détenus refusent de reprendre le travail.

3 mai

- Périgueux, incidents dans le quartier des mineurs, dégâts importants, tentative d'incendie.

15 mai

- Fresnes, grève du personnel d'éducation surveillée.

16 mai

- Fleury-Mérogis, mutinerie.

18 mai

- La Talaudière/St. Etienne, mutinerie au quartier des mineurs, mise à sac des bâtiments.

26 juin

- La Santé, une trentaine de détenus, dont Christian Jubin, refusent de regagner leurs cellules et montent sur le toit du préau.

12 juillet

- Valence, une mutinerie éclate. Deux gardiens sont blessés.

(informations extraites du journal "Le Monde")

(Au 1 ^{er} juillet 74)	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Prisonniers :	28.139	797	29.936
dont de Prévenus :	12.296	475	12.771
moins de 15 ans	28		28
moins de 16 ans		2	2
moins de 18 ans	596	20	601
de 18 à 21 ans	4018	105	4123
de 21 à 25 ans	7128	153	7281
de 25 à 30 ans	6389	145	6534
de 30 à 40 ans	6069	161	6230
de 40 à 50 ans	3147	137	3284
de 50 à 60 ans	971	52	1033
plus de 60 ans	255	20	275
DUREE DES PEINES :			
inférieur à 1 an	6717	118	6835
de 1 à 5 ans	5690	122	5812
réclusion à temps	2770	71	2841
réclusion à perpétuité	211	5	216
politique	10		10
tutelle pénale	120	2	122
Divers	325	4	329

SUICIDES CONNUS (d'après le journal "Le Monde" du 5/1/73, 21/1/74,

1968	1971	1972	1973	1974
26	17	37	42	
AGES DES SUICIDES			1972	1973
de 15 à 17 ans			1	2
de 18 à 21 ans			6	7
de 22 à 35 ans			17	25
de 36 à 49 ans			8	3
50 ans et plus			9	5
			plus 3 d'age incon- nu.	
Prévenus			22	26

Les prisons en feu

Les mutins des prisons ne veulent plus que la faute commise soit un prétexte à leur exploitation.

Les prisonniers ne veulent plus de la prison. Ils l'ont violemment manifesté à Clairvaux et à Nîmes, d'abord, puis, la semaine dernière, à Eysses, à Valenciennes, à Lille et à Caen. Peu tendre envers les délinquants, l'opinion publique s'interroge sur ces révoltes qu'elle ne comprend pas et dont l'ampleur est considérable. Deux morts et seize détenus blessés à Clairvaux, un mort et deux blessés à Nîmes, huit blessés à Lille. Partout, des bâtiments sacagés, des ateliers incendiés, ou même des prisons entièrement détruites. Au total, plusieurs dizaines de millions de Francs de dégâts. Et hors des prisons : une bombe a explosé, vendredi à l'aube, devant le ministère de la Justice, place Vendôme, à Paris. Puis une autre, rue de Solferino, où siège le syndicat C.g.t. des gardiens de prison.

L'épidémie s'est répandue avec violence et rapidité. Comme à Toul, en décembre 1971, et à Nancy, en janvier 1972. Mais la comparaison avec les dernières grandes mutineries s'arrête là. A Toul, les prisonniers voulaient protester contre la suppression des colis de Noël décidée par M. René Pleven ; à Nancy, contre la sévérité excessive du directeur d'établissement.

Cette fois-ci, les détenus n'ont parlé ni de brimades ni de sévices corporels. Et — le fait est remarquable — n'ont directement mis en cause ni les surveillants ni les responsables de l'Administration. « Cela ne signifie pas que les brutalités ou l'excès de discipline ont disparu de nos prisons, explique l'aumônier d'une centrale. Mais la situation, de ce point de vue, s'est améliorée. Et les problèmes suscités par la détention se sont aujourd'hui déplacés. »

(...)

Cuite et ripaille. Faute de pouvoir se faire entendre, les détenus s'en remettent à l'action violente. « D'autant, affirme l'aumônier de Clairvaux, qu'ils ont souvent essayé de se conduire en adultes responsables pour faire aboutir leurs revendications. Des grèves de la faim, par exemple, tout en continuant à travailler huit heures par jour. Et ça n'a servi à rien. » Même chose à Nîmes, en 1971, où les détenus ont présenté un cahier de doléances : ils ont

« dialogué » avec quatre compagnies de C.r.s., et soixante « fortes têtes » ont été transférées.

Découragés dans leur tentative d'action raisonnable, les prisonniers choisissent donc le chahut. Un chahut énorme qui tient à la fois de la fête et du happening. Les hommes, dont la vie derrière les barreaux est ponctuée par le bruit des clefs, brisent les serrures, ouvrent les portes, mettent à sac leurs cellules.

Puis, comme à Clairvaux et à Nîmes, envahissent l'économat et se jettent goulument sur la nourriture et les boissons, si parcimonieusement distribuées d'habitude. Les 380 prisonniers de Clairvaux ont bu 2 000 boîtes de bière dans la nuit, les 400 de Nîmes, plus encore. Là, la mutinerie a été une formidable ripaille et une monumentale cuite collective. Enfin, partout, les détenus mettent le feu aux ateliers.

Ce comportement traduit assez bien le climat d'exaspération globale, la sorte de désespoir qui finit par remettre en cause le fait même d'être incarcéré. « Les mutineries le prouvent : ce que demandent les prisonniers, ce n'est ni plus ni moins que la liberté, analyse M. Jean Ferrand, directeur de Clairvaux. Ils contestent la prison en tant qu'institution. » Comme les étudiants contestent l'Université ; les lycéens, l'école ; les malades, l'hôpital psychiatrique. Les prisons traversent la même crise d'autorité que la société elle-même.

Et les détenteurs de cette autorité — surveillants, chefs de service, directeurs — éprouvent les mêmes difficultés, parfois la même peur que les professeurs ou les médecins aux prises avec une classe ou des patients qu'ils ne peuvent plus « tenir ».

A Nîmes, un surveillant, M. Hernandez, affirme : « Les gardiens se sentent devenir les vrais proscrits du monde carcéral. Ils ont l'impression que toute la compréhension est réservée aux détenus et qu'ils sont, eux, les seuls vrais salauds des prisons. » A Clairvaux, M. Thiriou, surveillant à la centrale depuis trente ans, renchérit : « Ces messieurs ont un terrain de sport où ils s'exercent. En somme, on leur fait les muscles pour mieux nous casser la gueule. Et ils peuvent fumer des cigares que je n'ai pas les moyens de m'offrir. »

Bref, les prisons souffriraient d'un manque d'autorité. « Nous nous insurgons contre toute atteinte à la personne morale ou physique d'un détenu, dit M. Aimé Pastre, secrétaire général du syndicat C.g.t. du personnel pénitentiaire. Mais point n'en faut dans la libéralisation et l'humanisation de leur condition, sinon, c'est eux qui font la loi. Aujourd'hui, les gardiens finissent par avoir l'impression d'être gardés et surveillés par les détenus. »

Curieux renversement de situation ! En réalité, il semblerait plutôt que les surveillants — à l'exception, peut-être, de quelques jeunes nouveaux venus — n'apprécient pas de se voir retirer leurs prérogatives de citoyens au-dessus de tout soupçon. C'est qu'ils ont finalement moins vite évolué que les détenus eux-mêmes.

Lesquels, par l'intermédiaire de la radio, des journaux, parfois de la télévision, ont appris que les murs pouvaient tomber sans que la société en périclisse pour autant. Et ils ont décidé de les faire tomber. « Ils ont très nettement pris conscience que le système pénal et pénitentiaire actuel les rejette dans un pourrissement dégradant », affirme l'aumônier protestant de Clairvaux, le pasteur Ungerer.

Un lourd fardeau. Contre quoi s'insurgent les animateurs de la révolte des prisons ? Avant tout, contre une certaine conception de la justice, contre la relation entre la faute et la sanction. Parce que les tribunaux jugent le délit sans en rechercher les causes et sans connaître celui ou celle qui l'a commis. « Ici, à Clairvaux, dit le directeur, il y a des hommes qui ont écopé d'une peine scandaleusement longue qui étaient parfaitement récupérables pour la société, et dont je sais, sans pouvoir rien y faire, qu'ils ressortiront de là broyés, simplement parce qu'on n'a pas réfléchi avant de les envoyer en cabane. »

Dans la prison telle qu'elle est, alors que le but est la rééducation, les détenus sont, au mieux, traités comme des mineurs légaux irresponsables. C'est une école d'infantilisme. Et les choses ne vont pas mieux à la sortie de prison, car le détenu libéré a inévitablement régressé. Et le casier judiciaire reste un lourd fardeau (voir témoignage ci-après).

La réforme préparée par M. Jean Lecanuet, le nouveau garde des Sceaux, et Mme Hélène Dhorlac, secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire, se propose d'aménager le système. En tenant compte des revendications les plus criantes qui montent des prisons. Mais rien n'est plus difficile que d'introduire la liberté dans un monde que l'on maintient clos. ELISABETH SCHEMLA ■

Il y a dans nos prisons trop de détenus, déclare M. René Plevin

7 Octobre 1972

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES PERSONNELS PÉNITENTIAIRES (C.G.T.) POUR LA PEINE DE MORT

M. Aimé Pastre, secrétaire général du syndicat C.G.T. des personnels pénitentiaires, vient de se prononcer en faveur de la peine de mort dans le *Réveil pénitentiaire*, organe du syndicat.

Faisant référence au docteur Georges Salan qui, comme médecin des prisons, a écrit : « Je suis partisan de la peine de mort, en matière non politique s'entend, et tout d'abord de l'exécution des condamnés à mort qui, croyez-moi, y ont droit », M. Pastre écrit de son côté : « Je partage l'opinion du docteur Georges Salan... dans l'espérance illusoire que la société devienne parfaite et rende inutile l'enchaînement de la violence. Présentement, il faut que justice se fasse et le crime ne doit pas rester impuni. »

17 Octobre 1972

« La Cause du peuple » est favorable à la peine de mort

Le journal *la Cause du peuple* - J'accuse, avait écrit en première page de son numéro 33, daté du 1^{er} décembre : la guillotine, mais pour Touvier. Nous l'avons relevé dans le « chapeau » de présentations sur la peine de mort (dans le Monde aujourd'hui, de notre numéro du 10-11 décembre). M. René Gadon, directeur de l'Agence Presse Contact, editrice de l'hebdomadaire, nous écrit à ce sujet :

La Cause du peuple a toujours précisé qu'elle ne reniait pas la peine de mort si celle-ci était destinée aux ennemis du peuple, et de plus criminels (Touvier, Tramoni et les patrons des grandes firmes — Citroën, Simca, Peugeot... — qui causent un mort par jour en faisant travailler des ouvriers dans des conditions de sécurité criminelles).

31 Décembre 1972

UNE CIRCULAIRE DE M. CALISTI AUX DÉTENUS DE LA SANTÉ

« Après avoir frôlé la catastrophe... »

M. Ange Calisti, directeur de la maison d'arrêt de la Santé, a adressé, le 9 août dernier — quarante-huit heures après l'adoption de la réforme pénitentiaire par le conseil des ministres, — à chacun des détenus de la prison la circulaire suivante :

« Au moment où des actions sans précédent se sont déroulées dans les établissements pénitentiaires, je voudrais que chacun puisse me croire quand j'indique que ce qui s'est passé ces derniers jours a concouru, et finisse sur ce mot, à améliorer les projets qui vous sont favorables et à accélérer leur mise en route. Car, et c'est souvent ce que l'on oublie, les intérêts du personnel, par bien des côtés, rejoignent ceux des détenus pour former la « condition pénitentiaire ».

« Dans les semaines à venir, vous allez voir se dessiner la réforme pénitentiaire, qui vient d'être adoptée par le conseil des ministres du 7 août 1974. Elle est profonde, elle est énorme. Certaines mesures interviendront très vite.

« D'autres sont à plus longue échéance, car il faut avoir conscience qu'elles ne peuvent se faire d'un coup de baguette magique et qu'essayer de les entreprendre, sans avoir pris la précaution de mettre en place les structures préalables, ne peut qu'irréremédiablement les vouer à l'échec.

« A la Santé, j'ai demandé que soient exécutés, en urgence, par entreprise s'il le faut, ceux des travaux que l'estime indispensables (aménagement des cours du quartier haut, nouveaux parloirs, aménagement d'une salle de cinéma et de salles de classes, rénovation du bloc « A », examen du problème posé par le travail pénal).

« Quant à tout ce que je peux réaliser moi-même, sans l'aide de l'administration, tout le monde le sait le crois, je le fais. Je voudrais surtout que l'on n'oublie pas que certaines demandes, qui paraissent simples, sont très souvent difficiles à satisfaire dans le contexte actuel, avec les moyens dont je dispose.

« Après avoir frôlé la catastrophe, une page est tournée, et dorénavant il faut se garder de se laisser entraîner à des actes irréfléchis qui ne pourraient, un jour, que tout remettre en cause. »

[La circulaire de M. Calisti confirme le libéralisme qu'on se plait à reconnaître à l'actuel directeur de la Santé. On ne manquera pas aussi de noter que, pour la première fois, un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire reconnaît officiellement que les « actions sans précédent » qui se sont déroulées récemment dans les établissements pénitentiaires ont concouru à améliorer les projets de réforme et à accélérer leur mise en route.]

24 Aout 1974

● L'agitation dans les prisons italiennes. — Des incidents ont éclaté dans la nuit du 4 au 5 juin à la prison de Brescia, où des détenus ont dressé des barricades devant leurs cellules. On ignore encore si cette agitation est en rapport avec l'attentat commis dans le centre de la ville la semaine dernière et qui a fait sept morts. Des mouvements de protestation se sont multipliés ces jours derniers dans plusieurs prisons italiennes, notamment à Rome, Gênes et Milan, peut-être dans le cadre d'un plan général de mutineries baptisé « Orange mécanique ». — (A.F.P.)

Italie

● M. MASSIMO MASONE, directeur du pénitencier de l'île de Pianose, face à Livourne (Toscane), a été tué à coups de couteau par un prisonnier, Salvatore Gadoni, quarante ans, qui purgeait une condamnation à vie pour homicide. Le corps de M. Masone, qui vivait à l'intérieur du pénitencier, a été découvert dimanche sous son lit. — (A.F.P.)

6 Juin 1974

27 Aout 1974

La révolte des gardiens de prison

Les détenus italiens, qui brûlent leurs sommiers et montent sur le toit de leur prison avec une inquiétante régularité pour protester contre un système « médiéval », ne sont pas les seuls mécontents, révèle l'hebdomadaire romain *L'ESPRESSO* : « De l'autre côté de la paire de menottes, on est tout aussi furieux. Ainsi, les deux cents agents de la « prison modèle » de Rome ont fait une grève de la faim de trois jours, imités par leurs collègues de Milan et de Turin. C'est que les gardiens, pendant les révoltes de détenus, ont découvert les insuffisances d'un système qui les concerne au premier chef. Or ils appartiennent à l'un des cinq corps militaires d'Italie et n'ont donc pas le droit de grève. Ils sont actuellement quinze mille, soit un pour cinquante détenus. Près de 90 % viennent du Sud, et leur niveau d'instruction est bas ; il s'agit souvent de chômeurs embauchés sur recommandation politique. Pour 100 000 lires par mois, au plus 200 000 en fin de carrière, ils mènent une vie inhumaine, connaissent des horaires épuisants et les conditions d'existence des détenus, dormant souvent dans des cellules. Longtemps, ils ont déchargé sur les prisonniers la rage éprouvée à vivre de la sorte et à courir des risques importants : au cours des dernières années, cinquante d'entre eux ont été tués et quatre cents blessés. » *L'ESPRESSO* expose les revendications des gardiens, qui aimeraient devenir civils, avoir des droits syndicaux et, surtout, ne plus être « utilisés à la besogne de maintenir un ordre inhumain ».

En Allemagne fédérale

Sans doute, les prisons de la R.F.A. n'ont-elles pas connu ces dernières années des révoltes de détenus aussi graves qu'en France ou en Italie. Mais le ministre de la justice de Hesse vient de déclarer que les responsables pénitentiaires « vivraient sur une poudrière, car l'agressivité latente dans les prisons produit tous les jours la violence et la contre-violence ».

30 Aout 1974

REPRODUCTION
D'UNE AFFICHE
(34 sur 46),
DIFFUSEE DANS
DE NOMBREUX
PAYS . →

Le Monde

9-10 Septembre 1973

PROLETAIRES NE VOUS ARRETEZ PAS ICI..

Nous ne connaissons pas d'autre beauté, d'autre fête que celle qui détruit l'abus des banalités quotidiennes et des sentiments truqués. "Le criminel rompt la monotonie et la sûreté quotidienne banale de la vie bourgeoise" (Marx). Les délits ne nous importent pas si ce n'est celui qui les contient tous, l'insurrection. C'est cette fête qui contient l'unique sérieux.

Dans une société ou par leurs actions illégales (occupations, séquestrations) les prolétaires sont criminels, les prisons se remplissent de prolétaires. Mais désormais de tous les lieux de l'isolement monte une menace mortelle pour la totalité des conditions d'existence : les détenus qui un peu partout (et dernièrement à Lyon) ont déchainé leur révolte désespérée le savent bien. Tous les acrobates de la pensée progressiste qui affirment que "la cause des fautes des individus est à rechercher dans la société", omettent toujours de dire de quelle société il s'agit et quelles sont les fautes réelles qui tâchent les individus.

Un journaliste qui mentionne : "Les détenus eux aussi sont des hommes, comme nous, absolument semblables à nous", ignore évidemment la différence entre un bipède bénéficiaire des Droits de l'Homme et un homme qui sait que la liberté de chacun passe par la liberté de tous. Il n'est pas facile de diffuser les idées dans le prolétariat, en toutes circonstances contrôlé par le pouvoir ; mais entre-temps nous pouvons patiemment détruire toutes les fournies humanitaires une à une. Tous les spécialistes de la pensée séparée qui croient voir dans les révoltes des prisons "la crise du système pénitentiaire dans cette société", ignorent qu'il s'agit plutôt de la crise de cette société qui se manifeste initialement dans les secteurs les plus séparés de son organisation à savoir les prisons.

La révolte des détenus est une révolte contre la société, contre la propriété du travail qui est également la propriété des hommes. Ceux-ci, de la même façon que les bandes de loulou, mais plus radicalement parce qu'à un niveau plus élémentaire de la contrainte, explosent en une fureur qui leur permet de savourer précieusement la liberté. Son manque est absolu mais c'est la conscience de ce manque qui se fait aujourd'hui sentir avec plus d'ardeur.

Dans les déclarations inquiètes qui fusent de tous côtés, il est facile de relever une note particulière : ce qui provoque avant tout le pouvoir, c'est le fait que les coupables refusent essentiellement l'indignité de leur qualité sociale et de leur condition séparée.

Les détenus plus que les autres ne se sentent ni coupables, ni résignés. Dans leur révolte se trouve l'affirmation — confuse — d'une liberté totale. Il s'agit, même limitée à une prison assiégée par la police, d'une situation révolutionnaire qui cherche ses formes : le mouvement déchainé par le prolétariat lance son appel, ne laisse rien en dehors de lui et rase toutes les prisons ; au moment où ils peuvent le crier et détruire les portes des cellules, il n'existe plus ni hiérarchie ni prison. Une prison occupée n'est plus une prison, une usine occupée n'est plus un lieu de peine.

Dans les destructions ou les occupations par lesquelles les détenus et les ouvriers ont engagé leur bataille et leur fête, les mots d'ordre mesquins et réformistes sont dépassés par les gestes radicaux dignes de la Commune. Les révoltes des prisons comme les mouvements et les occupations ont eu des airs de fête, (mise à sac et banquets, avec des beuveries monstres, nuits de chansons et musiques et d'authentiques folies). La liberté est le crime qui contient tous les crimes.

La révolution moderne n'est plus la révolution innocente, la révolution stérilisée, la révolution bureaucratique bien menée, la révolution de la stratégie et de l'état-major. La révolution moderne accumule ses éléments en pêchant dans les eaux troubles, avance par des voies transversales et trouve des alliés en tous ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur propre vie et le savent. La révolution des prolétaires est la révolution laide et désordonnée, la révolution trouble, la fête sauvage, parce qu'à la place des phrases est entrée la monstruosité des actes. Chaque geste de révolte est une révolte contre les rapports sociaux existants qui la suscitent, mais elle doit trouver la voie de la totalité. C'est cette recherche dans les faits qui s'annonce dans la profonde critique des insurrections des prisons, des occupations d'usines ou de lycées.

L'unité du monde est l'unité de la misère, l'unité du travail-marchandise et de la vente-consommation de la vie. Ceux qui ont transgressé — ou pris à la lettre, ce qui revient au même — les lois de la marchandise ne sont pas adaptés pour vivre dans la société ou règnent les produits de consommation. Ils sont les nègres de la société de classe, les exclus du bénéfice d'être exploités en vue d'une intégration plus profitable. La société où le travail est vendu en tant que marchandise doit être fondamentalement hiérarchique, et cette hiérarchie classique de l'expropriation ne fait que se reproduire et créer partout le racisme et les ségrégations. La société de la propriété et de la privation de propriété, de la propriété de choses à travers la propriété d'êtres, trouve sa réponse naturelle dans le vol et le meurtre. Ainsi les détenus sont les esclaves désobéissants, les violateurs non tolérés qui ont menacé les rapports de propriété, base de toute civilisation. Dans leur révolte ces hommes pourraient saccager pendant dix ans sans récupérer la moitié de ce qui leur est retiré quotidiennement. Exclus de la survie organisée, ils demandent la vie. Ils se battent ensemble pour la liberté totale, partout, ou pour la défaite totale.

Par l'union des exclus (prisonniers, ouvriers, jeunes...) l'histoire est en train de produire une bande à Bonnot qui ne peut plus être détruite, le dégoût ineffaçable de la survie et de son prix s'exprime dans les révoltes sans réserve qui voient le jour un peu partout. La précarité de cette révolte exprime à la fois désespoir et espérance.

Les détenus en particulier expriment ainsi une nouvelle conscience de prolétaire dans la conscience de ne pas être isolés. Ils sont l'avant-garde des hommes perdus qui ont conscience de l'être. La lie de la société est ainsi à l'avant-garde de la révolution ; "la mauvaise part qui produit le mouvement de l'histoire en commençant la lutte" (Marx).

Un coup de vent et un coup de main sont suffisants pour que le jeu devienne total, pour que tout soit remis en jeu, pour que la violence destructrice libère sa positivité.

"Du plaisir de créer au plaisir de détruire il n'y a qu'une oscillation qui détruit le pouvoir".

... ENCORE UN EFFORT SI VOUS VOULEZ ÊTRE DES HOMMES

Durruti déclara à un journaliste canadien, à la fin du septembre 1938 : « Je n'attends aucune aide d'aucun gouvernement au monde. » Son interlocuteur lui dit : « Mais, si vous êtes vainqueurs, vous vous retrouverez sur un monceau de ruines. » Durruti répliqua : « Nous avons toujours vécu dans des taudis et des trous : nous saurons bien nous en arranger pendant quelque temps. Mais nous sommes capables de construire aussi. C'est nous qui avons construit les palais et les villes d'Espagne, d'Amérique et de partout. Nous, les travailleurs, nous pouvons bâtir des villes pour les remplacer. Et nous les construirons bien mieux; aussi n'avons-nous pas peur des ruines. Nous allons recevoir le monde en héritage. La bourgeoisie peut bien faire sauter et démolir son monde à elle avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs. »

Extrait de *La Guerre d'Espagne* (Hugh Thomas.)

N'en déplaise aux spécialistes de la criminologie, de la psychologie, de la politique, de la sociologie, de la sexologie, de la subversion et autres vampires de la révolution, qui tentent par tous les moyens de minimiser la superbe révolte des détenus en juillet/aout 1974, en spectacularisant le mouvement par de prétendues revendications légitimes des détenus, ou en laissant supposer le "pire" alors que c'est le "meilleur" pour le pouvoir : Ange Calisti, directeur de la prison de La Santé et secrétaire général adjoint des personnels pénitentiaires du syndicat F.O., déclare, dans le journal France-Soir du 30 juillet 74 (1^o page), être "certain qu'il est en présence d'un mouvement coordonné de prison en prison par un petit nombre de détenus qui veulent l'autogestion des prisons",

les détenus ont montré par leurs actes radicaux, leurs vraies revendications en détruisant, souvent méthodiquement, les centres nerveux des prisons (voir le journal "Le Monde" du 21/22 juillet au 6 aout 1974 et "France-Soir" du 30 juillet 74).

Des archives aux appartements des gardiens et du directeur, à leurs véhicules garés à proximité, en passant par les locaux administratifs, les cellules, les cuisines (ce qui a donné lieu à de grosses bouffes et à de monstrueuses beuveries), les ateliers, les "outils de travail", tout a été détruit, même la hiérarchie entre détenus, nécessaire aux gardiens pour régner. Leur rage était si grande qu'ils ont recassé les ruines de leur prison incendiée la veille à Loos les Lille ("Le Monde" 27, 28/29 juillet 74). D'autres ont, soit tenté, soit réussi à s'évader en groupe à Mulhouse le 27 juillet, et plusieurs courent toujours.

Quelles sont les crapules qui ne voient pas dans cette révolte l'intelligence prolétarienne du désespoir, quand, d'une façon provocante, les détenus, en train de saccager St. Martin de Ré (nuit du 30/31 juillet) et de Marseille/Les Baumettes, chantent l'internationale (Europe n° 1). Ou quand, à un imbécile de journaliste qui lui demandait pourquoi il se révoltait et saccageait tout, un mutin, du haut du toit, lui répondit cyniquement : " parce que c'est la mode ! "

Quant aux imbéciles gauchistes, voire aux niais anarchistes, qui vont jusqu'à jeter le mot d'Ordre crapuleux : " A bas les prisons fascistes ", comme si toute prison n'était pas à abattre, avec leur cause : le Capital, qu'ils sachent qu'ils se décomposent avec lui, qu'ils ont de plus en plus des gueules de gardiens de prison.

ou

FAUT PAS PRENDRE LES GALERIENS POUR DES ENFANTS DE DIEU

(texte diffusé dans la région de St. Etienne)

Manque de pot. Le "Mai 68 des détenus" (France-Soir 28 juillet 74) a eu lieu pendant les vacances. Maints gauchistes ou révolutionnaire patentés ont du suivre l'information avec dépit : pas moyen de faire du beurre idéologique en plein été. Et de déplorer que les taulards aient si mal choisi (!?) leur moment. Perdue pour eux la belle occasion de "mobiliser les masses" autour d'une mise en scène de la révolte : les "masses" étaient en congé, et le théâtre de la contestation faisait relache. De fait, il n'y eut guère que les curaçonniers du C.A.P. et du G.I.P.; et les journaliers-militants-affichistes de Lutte-Ouvrière, pour bouffer du taulard en cette saison.

Mais la rentrée des classes à Monoprix est aussi la rentrée des Monoprix de la lutte des classes : tous ces connards vont fouiner de leurs groins critiques dans les décombres, à la recherche de quelque Objet à mettre dans leurs vitrines. Gageons d'ailleurs qu'ils en trouveront, vu que ces brocanteurs de la subversion savent bien où trouver de la bonne came à vendre. Puisqu'ils ont l'audace de se pencher sur ce qui est le déchet de la société, puissent-ils plonger dedans leurs tarins délicats, et sentir la forte odeur de pourriture où se forme l'insurrection.

Sur la révolte elle-même, il n'y a rien à dire : elle fut elle-même sa propre parole, dans ses actes - et non pas, cela va de soi, dans ce qui fut son écho à la surface du discours dominant : ses doléances et ses revendications. La parole adressée au pouvoir lui est forcément soumise. Ce qui s'insurge contre le vieux monde n'a rien à lui dire, et ce qui lui est dit n'appartient pas à l'insurrection. Comme en 1971, toute la Politike s'est entendue à reconnaître le bien-fondé des revendications des détenus, et à condamner leurs actes sans appel, reconnaissant par là ce qui était monnayable sur le terrain de l'échange marchand, et ce qui ne l'était pas. "Rennes : une révolte pour une douche", ose titrer France-Soir du 30 juillet, dans une dérisoire tentative de réduire la mutinerie à l'insignifiance de ses revendications, sans voir que s'avoue par là-même le degré de rupture atteint par la révolte avec le vieux monde. "Parce que c'est la mode !" criait d'un toit samedi, un mutin de Colmar à un journaliste qui lui demandait le pourquoi de la révolte, relate par ailleurs le même article de France-Soir, montrant ainsi clairement que la raison de la révolte est dans ce qu'elle accomplit, qu'elle ne veut rien d'autre que ce qu'elle fait.

Ce qui a fait trembler le pouvoir est aussi ce qui a été "impopulaire". Ici se sont reconnus tous les bergers démocrates, inquiets des réactions de ceux qui restaient encore passivement dans l'enclos face à ceux qui brisaient les barrières pour en sortir (comme si ce qui s'insurge avait à attendre l'applaudissement de ce qui ne s'insurge pas !): Ici aussi se développent leurs stratégies politiques - soit qu'ils veuillent amplifier son impopularité pour se signifier comme justes représentants du peuple - soit qu'ils veuillent au contraire la "populariser" autour de leur prétentions à devenir les vrais représentants du peuple.

La révolte des prisonniers a tout dit de ce qu'elle était, et la peur générale qui a saisi alors la société montre bien que chacun a clairement compris ce qu'elle disait. Tout d'un coup s'est révélée l'extrême violence de la critique en armes, alors même que ces armes n'étaient encore que des tuiles et des caillasses. Voilà l'intolérable. Ce contre quoi s'est d'une part cristallisé le fascisme primaire des robots menacés dans la sécurité de leur médiocrité (d'où les réactions du style "il faudrait les passer au napalm", et la splendide opération porte-ouverte-de-la-marchandise-sur-ses-blessures à Loos-les-Lille : "regardez des vandales ce qu'ils m'ont fait").

C'est aussi pour dissimuler cette violence inacceptable que s'orchestre d'autre part toute l'entreprise gauchisante d'explication, de justification et de contestation : il faut à tout prix civiliser cette révolte, enrober son indécente sauvagerie de chocolat idéologique, la rendre inoffensive aux yeux des masses. Ce qu'elle fut réellement sera présenté comme un excès, son enthousiasme combattif comme crise de désespoir. Et l'on verra ces gens de gauche ou d'extrême-gauche dénoncer la carence du pouvoir, son incapacité à avoir su empêcher la révolte. Car eux, c'est bien certain, réussiraient mieux que tout autre à supprimer la révolution avant qu'elle éclate (à preuve l'affiche sortie en juillet par Lutte Ouvrière : "A bas les prisons : un moyen barbare dans une société barbare" = à bas la révolte dans les prisons, nous avons eu trop peur !).

La grande entreprise de Pacification du Monde, à laquelle sont employés tous les paysagistes de la Marchandise (urbanistes, sociologues, curés, politiciens, etc) ne peut tolérer qu'émergent sur son chantier des gestes, des cris, ou des explosions, qui ne soient échangeables sur le terrain de l'équivalence. Ce qui coûte cher à l'ordre établi dans le vandalisme ne se mesure pas au prix des objets détruits, mais à ce que l'acte de destruction a brisé dans la mise-en-scène de la civilité marchande. Le Bien-Etre de la Marchandise, c'est la Sécurité : la garantie que rien ne viendra troubler sa tranquille circulation dans les circuits d'échange. Sécurité de la propriété privée, sécurité sociale, garantie de l'emploi, sécurité publique, etc, sont autant de variétés de la même protection générale de l'Ennui Social.

Aussi, toutes les propositions qui ont répondu à la révolte des prisonniers, qu'elles suggèrent un durcissement de la discipline, ou une libéralisation, voire une suppression, de la détention, n'ont-elles pour intention que de parvenir à supprimer la révolte. "La prison, quelle qu'elle soit, n'est pas un hôtel. Ni un lieu de vacances. Et la question n'est pas de la rendre telle" (l'Humanité - 29 juillet) : il s'agit seulement, pour les administrateurs du bien-être social, d'aménager en espaces de calme détention (librement acceptés !) les prisons quelles qu'elles soient (maisons d'arrêts, écoles, usines, appartements familiaux, etc). "Cependant, des mesures immédiates s'imposent. Elles sont connues. Il suffit de les appliquer. Mais il est juste temps. Avant que la crise ne s'aggrave. Avant que le dénouement ne se solde par trop de sang" (l'Humanité, 29 juillet). Ce qu'il faut supprimer, donc, ce ne sont pas les prisons, mais ce que les prisons engendrent de subversif, de non-échangeable, d'intolérable, ce qui risque de noyer dans le sang le pouvoir des laquais de la marchandise (autogérée ou non). Il faut supprimer les "exutoires actuels dans les prisons" : "la drogue, l'homosexualité, la révolte, et, parfois hélas! le suicide" (France-Soir, 28 juillet). Que les prisonniers se trouvent bien dans leur peau de prisonniers, qu'ils n'aient plus le désir d'aimer, et cessent de vouloir prendre autre chose que ce qu'on leur donne. Merci beaucoup.

Le Code Pénal est le catalogue de prix de la criminalité. Condamner un "délinquant" est le seul moyen dont dispose la société marchande pour réduire à de l'échangeable un acte qui lui échappe. A ceux qui bafouent la loi de l'équivalence, celle-ci leur est rendue selon l'équivalence : à chaque délit son équivalent en journées de taule. C'est pourquoi la révolte des prisonniers est si scandaleuse (s'ils sont là-bas c'est bien pour quelque chose!). Car en se mutinant, le condamné refuse la loi du marché qui fixe le prix de ses crimes, et, ce faisant, il se rend coupable du "crime qui contient tous les autres" : celui de s'insurger contre tout l'ordre social. Enfin, l'énormité des mutineries apparaît dans ce qui se laisse deviner comme son pas suivant. Que cessât pour s'en réjouir ou pour crier à la répression, les politikards n'envisagent toujours que l'échec de la révolte, dans un retour à une situation acceptable, tellement ils ont peur ne serait-ce

d'imaginer ce que pourrait être sa réussite. C'est ce cauchemar du pouvoir qu'il s'agit à l'insurrection de rendre réel : l'effondrement des prisons quelles qu'elles soient et la mort définitive de tous les matons. Il faudra encore un peu plus de violence et d'intelligence pour faire basculer le vieux monde

- Aout 1974 -

Quelques Revues, Livres, Brochures, textes, sur ce sujet:

- "La révolte de la prison de Toul/délinquance sociale et justice gauchiste", revue Négation, avant 1^o numéro (J. Cicéro, 61, rue Daguerre, 75014 Paris).
- "Le travail dans les prisons", par C. Martineau et J.P. Carasso, éditions Champ Libre.
- "Enquete dans 20 prisons", brochure éditée par Champ Libre.
- "La révolte de la centrale Ney/5-13 décembre 1971", éditions Gallimard, collection La France Sauvage.
- "De la prison à la révolte", par Serge Livrozet, éditions Mercure de France.
- "Les bagnes de l'armée Française", éditions Maspéro/dossiers partisan.
- Revue Les Temps Modernes de Mars 1974, article sur les prisons sensorielles en république fédérale d'Allemagne.
- Revue C.A.P. (Comité d'Action des Prisonniers), (15, rue des Trois Frères, 75018 Paris).

(....) Quand les prolétaires sont, internationalement, traités de voyous, il fait bien que les voyous révèlent qu'ils sont des prolétaires.

La moindre des preuves est qu'aucun espace temps social ne peut aujourd'hui échapper au marché capitaliste et à l'obligation du travail salarié, pas même l'espace temps pénitentiaire où on ne casse plus de cailloux mais où on produit des tabourets et des gadgets.

(....) Signalons au passage que c'est en prison que sont fabriqués les gadgets du journal du P.C.F. : "Pif Gadget".

(....) Si on ne sait rien de ce qui se passe au-delà des murs des prisons de l'Est, en occident, les luttes des prolétaires emprisonnés marchent au pas des luttes des prolétaires qu'on dit "libres": aux Etats-Unis, les rebellions se sont multipliées ces dernières années telle celle d'Attica où Nixon n'a pas hésité à faire assassiner une vingtaine de détenus, quitte à laisser assassiner par la même occasion, plusieurs matons : "bah, ce sont des "prolétaires" aussi, après tout, que les lois du capital rendent aussi sordidement sadiques que dérisoirement remplaçables". (....)

(extraits de l'avant 1^o numéro de "Négation", "La révolte de la prison de Toul/délinquance sociale et justice gauchiste" (correspondance : voir bibliographie).

L' BON DIEU DANS LA MERDE

1

Né en nonante-deux
non de dieu !
Mon nom est Pèr'Duchesne
Marat fut un soyeux
non de dieu !
A qui lui porte haine
sang-dieu !
Je veux parler sans gêne
non de dieu !
Je veux parler sans gêne.

2

Coquins, filous, peureux
non de dieu !
Vous m'appelez canaille
Dés que j'ouvre les yeux
non de dieu !
Jusqu'au soir je travail
sang-dieu !
Et je couch'sur la paille
non de dieu !
Et je couch'sur la paille.

3

On nous promet les cieus
non de dieu !
Pour toute récompense
Tandis que les messieurs
non de dieu !
S'arrondissent la pense
sang-dieu !
Nous crevons d'abstinence
non de dieu !
Nous crevons d'abstinence.

4

Pour mériter les cieus
non de dieu !
Voyez-vous ces bougresses
Au vicair'le moins vieux
non de dieu !
S'en aller à confesse
sang-dieu !
Se faire p'loter les fesses
non de dieu !
Se faire p'loter les fesses.

5

Quand ils t'appellent gueux
non de dieu !
Sus à leur équipage
Un pied sur le moyeu
non de dieu !
Pour venger cet outrage
sang-dieu !
Crache-leur au visage
non de dieu !
Crache-leur au visage.

6 (+)

Si tu veux être heureux
non de dieu !
Pends ton propriétaire
Coup'les curés en deux
non de dieu !
Fouts les églises par terre
sang-dieu !
Et l'bon dieu dans la merde
non de dieu !
Et l'bon dieu dans la merde.

7

Peuple trop oublieux
non de dieu !
Si jamais tu te lèves
Ne sois pas généreux
non de dieu !
Patrons, bourgeois, prêtres
sang-dieu !
Méritent la lanterne
non de dieu !
Méritent la lanterne.

(+) couplet chanté par Ravachol
au pied de l'échafaud.



LE PUBLICITAIRE

N° 1 (Septembre 1974)

" L'affaire de l'enlèvement du banquier Suarez.
Les gauchistes et le G.A.R.I. "

N° 2 (Octobre 1974)

" La révolte des prisons "